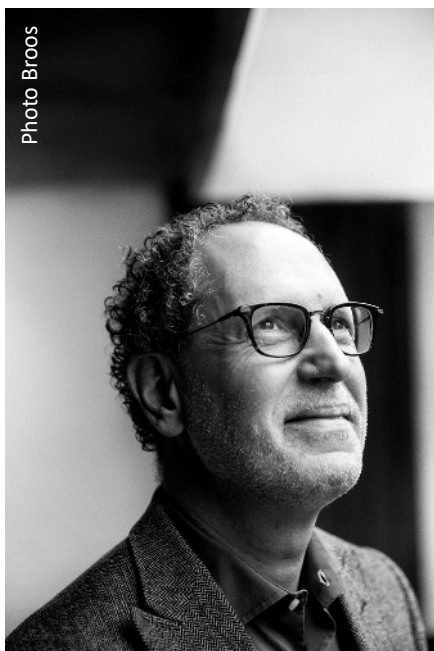




Faire mieux n'est pas suffisant : un appel au patriotisme démocratique et aux vertus démocratiques

19 | 02 | 2020



Auteur Marc De Vos.

1. Un livre qu'il me fallait écrire

Mesdames et messieurs, je m'adresse à vous ce soir avec un sentiment partagé. En effet, je suis là pour vous présenter un livre que j'aurais préféré ne pas écrire, mais que je me devais d'écrire.

C'est un ouvrage personnel, un témoignage, un appel. Il s'est nourri d'une grande inquiétude, mais surtout d'une ambition encore plus grande.

Il y a des moments dans la vie, des jalons dans l'existence humaine, quand on observe sa patrie à 16.749 kilomètres de distance, qui incitent à la réflexion, à l'introspection.

J'observe la Belgique, l'Europe, le Monde à travers le prisme de mon expérience, peut-être même d'un début de sagesse, avec la distance qui clarifie le regard.

Et ce que je vois m'abasourdit et m'inquiète, tout autant qu'il m'incite à agir.

Je vous propose de méditer quelques instants sur quatre citations :

- « Les défis de la concurrence internationale et du vieillissement imposent à la Belgique de suivre une logique de réformes. Si nous voulons endiguer un déclin progressif mais inéluctable, des mesures structurelles sont indispensables. »
- « Le vieillissement place le gouvernement fédéral face à un double défi. Il lui impose non seulement de sauver le système de pension existant pour les générations qui en font actuellement partie, mais également de prévenir un scénario catastrophe pour les générations futures. »
- « Le dérapage budgétaire des soins de santé est déjà problématique aujourd'hui. À l'avenir, il s'annonce toutefois dramatique. L'afflux constant de nouveaux médicaments, le développement des technologies et les besoins de santé infinis des individus aspirent naturellement les soins de santé dans une spirale de coûts croissants. »
- « Les organisations professionnelles qui s'abaissent à une guérilla syndicale pour paralyser l'économie sapent le modèle belge du consensus qui les maintient en vie. »

Quel est le point commun entre ces citations ?

Elles sont toutes d'une actualité brûlante. Elles pourraient figurer demain dans l'éditorial d'un quotidien. Et elles datent d'il y a près de vingt ans.

En quoi la gouvernance a-t-elle fondamentalement changé ? S'est-elle réellement améliorée durant ce laps de temps ?

Mon analyse, qui repose sur plus de vingt-cinq ans d'expertise politique, plus de vingt ans de participation au débat public, de collaboration avec le monde politique, les partenaires sociaux, les administrations et les entreprises, est la suivante :

La Belgique est une autruche poursuivie par des zombies

Une autruche qui se met la tête dans le sable pour ignorer la réalité.

Des zombies qui harcèlent l'autruche pour non seulement ignorer la réalité, mais la nier.

Des zombies mus par des illusions qui ont déjà été déçues à plusieurs reprises, mais qui restent néanmoins vivaces.

Nous faisons horriblement peu de progrès en politique, horriblement peu de progrès en matière de convictions.

Considérez ce tableau.

Un tableau que je baptiserais, pour paraphraser un certain syndicat, le tableau des horreurs belges :

- Mobilité et infrastructure
- Dette publique
- Impôts
- Énergie nucléaire – climat
- Vieillesse et pensions
- Soins de santé
- Intégration des immigrés
- Performance des administrations, y compris en Région flamande

Ce sont des mantras, des rengaines dans ce qu'elles ont de pire : elles sont constamment répétées et demeurent toujours d'actualité, car on ne s'y attaque jamais vraiment.

Vous pouvez certainement en imaginer quelques autres encore.

Ce constat dépasse tout débat institutionnel, tout calvaire dans lequel s'enfoncent la formation de chaque gouvernement. Même s'ils y contribuent.

Naturellement, le statu quo n'est pas total.

Nous pouvons revenir à ce tableau, dérouler le film de notre mémoire, et nous rappeler les nombreux efforts politiques qui ont été accomplis sur chaque front.

Il y a eu des évolutions, des analyses, des plaidoyers, des débats – notamment grâce à Itinera !

Nous pouvons également relever un certain nombre de petites victoires. Nous avons pu voir les politiques évoluer. Nous ne sommes pas des fossiles.

Mais tout cela est si lent, si tardif. Dénué de véritable stratégie. Incrémental et chaotique. Jamais vraiment volontariste, jamais dans les temps.

Et c'est précisément pour cette raison que les dogmes et les zombies continuent d'exister.

Nous n'embrassons que rarement, voire jamais, une nouvelle vision commune. Nous évoluons au compte-gouttes, sans boussole fixe, dans la division et la résistance permanente.

Nous nous y sommes habitués. C'est la Belgique.

Mais ce n'est pas suffisant. Cela n'est pas satisfaisant aujourd'hui, et cela le sera encore moins demain.

2. Était-ce mieux avant ?

Je m'interroge : était-ce mieux avant ?

Dans ma vie consciente, je ne peux me rappeler que deux épisodes où la Belgique a fait preuve d'un véritable volontarisme :

- Voyez la photo de feu Wilfried Martens en 1982, l'année de la dévaluation, la période des pouvoirs spéciaux.
- Voyez la photo de feu Jean-Luc Dehaene qui, en 1993, avait réussi à imposer un plan global composé essentiellement d'économies, en dépit d'une gigantesque vague de protestation syndicale.

Face à ces deux visages, un constat s'impose : la Belgique ne possède plus aujourd'hui de telles figures, ou ces figures ne font plus de politique, ou encore les élites politiques d'aujourd'hui ne placent plus l'intérêt du pays au cœur de leurs préoccupations.

Mais ces deux épisodes ont aussi un point commun : ils sont intervenus sous le coup d'une intense pression européenne.

Au début des années 80, la Belgique était l'homme malade de l'Europe. Et le plan global était le prix à payer pour adhérer à l'euro. C'était à prendre ou à laisser.

Si elle n'a pas le dos au mur, de l'eau jusqu'au cou ou les pieds au bord du gouffre, la Belgique ne prend jamais de véritables décisions.

Et lorsque nous en prenons, soumis à une forte pression externe, nous mettons la démocratie et notre modèle de concertation hors-jeu – dévaluation et pouvoirs spéciaux, saut d'index, Poupehan, Maastricht.

Et même dans ces cas exceptionnels, ces décisions sont surtout des mesures réparatrices, des économies, des taxes — jamais de véritables réformes politiques.

Les économies décidées sous Martens ont durablement affecté les investissements publics : elles sont directement à l'origine du délabrement de nos infrastructures. Le Plan global n'a pas

touché à la sécurité sociale : le vieillissement de la population pouvait attendre et, pour les soins de santé, on s'est contenté de fixer une norme de croissance. Vingt-cinq ans plus tard, nous en sommes toujours fondamentalement au même point.

En matière politique, la Belgique est trop souvent un passager clandestin : nous suivons rarement notre propre voie, nous préférons nous placer dans le sillage des autres, en particulier l'Europe. Mais si l'Europe a jadis été notre bouée de sauvetage, elle est aujourd'hui un fardeau.

L'Europe fut une source de progrès, elle est aujourd'hui également une source de crise :

- l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale est un demi-échec, et nous ne parvenons pas à remédier à ce qui a échoué ;
- la crise chronique de l'euro pèse sur les performances économiques de notre continent et le divise sur le plan politique,
- la crise des réfugiés a le même effet,
- le Brexit nous rend orphelins sur le plan stratégique et géopolitique.

L'Europe s'étirole et est en bonne voie de devenir une note de bas de page dans l'histoire du XXI^e siècle.

Cette destination n'est pas notre destin, mais bien un risque. L'idée même de l'Europe est en décrépitude.

L'Europe, et j'entends par là la collaboration qu'est devenue l'Union européenne, était un précurseur, un pionnier, et le champion de la mondialisation. L'Union est une hyper-mondialisation. Mais la mondialisation est virtuellement en faillite. Nous vivons la fin du monde qui a succédé à la Guerre froide.

Les pays qui dictent le rythme du monde n'optent plus pour le libre-échange au niveau international. Ils n'optent plus pour la suppression des frontières. Ils privilégient le nationalisme commercial, le protectionnisme, le mercantilisme.

- La Chine roule pour elle-même et veut façonner le monde à son image – c'est la nouvelle route de la soie, avec tous les chausse-trappes que cela implique
- Les États-Unis assimilent le XXI^e siècle à une lutte entre eux et la Chine – c'est le large consensus qui prévaut à Washington – et abandonnent dès lors le multilatéralisme
- Inde, Afrique, Indonésie : de quel côté les zones de croissance peuvent-elles basculer ?
- Quel est l'héritage du libre-échange ?

L'Europe ne peut choisir le nationalisme sans se saborder en tant que projet. L'Europe incarne le dépassement du nationalisme. Le nationalisme européen, c'est le favoritisme pour tel ou tel État membre. Il est contraire à l'ADN de l'Union. Je suis un partisan convaincu. C'est dans mon ADN.

3. Où va l'Europe, l'Union européenne ?

C'est l'une des questions centrales de la trajectoire qui nous mène à 2050, la trajectoire que mon livre tente d'ébaucher.

2050, c'est à la fois très loin et tout proche. Ce n'est pas plus éloigné de nous que 1990, une année encore bien présente dans la mémoire d'un grand nombre d'entre nous. Dont je fais partie.

À l'époque, le monde était très différent. Le communisme venait d'être enterré. Le mur de Berlin venait de tomber. C'était « la fin de l'Histoire » (Fukyama).

Mais l'histoire est de retour.

Le nouveau monde hostile dans lequel l'Europe doit survivre et opérer est une occasion extraordinaire de redéfinir cette Europe. Je suis très optimiste quant aux opportunités qui se présenteront à l'Union.

C'est à nouveau cette pression externe, que l'Union peut à son propre tour exploiter pour changer.

Je vois trois axes, trois stations sur le chemin vers 2050.

- **L'Union est une histoire, un destin partagé.**

L'Union a toujours été présente, comme une évidence historique après la Deuxième Guerre mondiale et durant la Guerre froide.

Ce ciment a disparu, ces générations sont mortes. L'Union n'est plus une évidence.

L'Union doit formuler son identité, écrire, véhiculer et transmettre son histoire, en particulier aux plus jeunes générations. C'est possible.

Formation d'une nation européenne.

Le *demos* européen sans lequel la démocratie européenne signifie sécession : Brexit.

C'est l'histoire des valeurs que nous partageons, des valeurs que nous voulons préserver, des valeurs que nous voulons imposer dans ce monde vaste et difficile. Ce nouveau monde complexe, où nous pouvons réellement nous redécouvrir.

- **L'Union et sa géographie**

Il y a des frontières à l'Europe – et la Turquie est au-delà de ces frontières, pour ne citer qu'un seul exemple qui a longtemps été controversé et qui fait maintenant consensus.

Mais l'Union ne doit pas demeurer un concept binaire : on est membre à part entière ou non membre. L'Union peut être grise, avec des sous-couches, avec des gradations dans le statut de membre.

Un élargissement trop rapide réduit les possibilités d'approfondissement. On se heurte alors à ses limites. C'est ce que nous subissons actuellement, avec le stupéfiant élargissement à l'Europe centrale et orientale. Cet élargissement apparaissait pourtant aussi comme une évidence historique. J'en suis toujours convaincu. Mais il ne fonctionne pas comme il convient.

On ne peut pas forcer l'histoire. Une démocratie résiliente exige une nation stable, qui a conscience de son passé, disposant de générations pour la construire et la transmettre. Nous avons sous-estimé cette réalité. Nous avons sous-estimé l'héritage du passé, de la guerre, du communisme.

Il faut faire en sorte que les pays se positionnent du bon côté, du côté européen de l'histoire : en ce compris les Balkans ou l'Albanie, par exemple. Mais c'est parfaitement possible sans une adhésion pleine et entière à l'Union.

Il est nécessaire d'approfondir l'Union, mais ce n'est pas possible avec tout le monde. L'Union peut unir un plus grand nombre de pays sans compter plus d'États membres à part entière, et même avec moins.

La démocratie – l'une des valeurs dont je viens de parler –, cela s'apprend. L'implanter ne fonctionne pas. Elle exige du temps et du travail. Il faut laisser ce temps à certains pays, au risque de voir la démocratie se saborder elle-même. Donnez aux pays l'opportunité de tracer leur voie. Laissez-les avec un pied à l'intérieur et un pied à l'extérieur.

- **L'Union est un rôle : une mission.**

Quelle est la nouvelle mission ? Pourquoi dépasser la souveraineté nationale ?

La trajectoire qui nous mène à 2050 recèle une nouvelle mission et, à nouveau, de belles opportunités.

Il y a le défi climatique.

- Il y a ce que j'appelle le complexe numérique : la vérité malaisée selon laquelle la numérisation fusionne, relie et rend indissociables l'économie, le marché, la liberté personnelle, la démocratie politique, la sécurité nationale et la défense. Pensez au symbole Huawei. Le numérique est cannibale.

- Il y a notre relation à ce vaste monde qui nous entoure, ce nouveau monde d'après la mondialisation post-1989.

Pour cette mission, l'Union est notre destination logique. Comment pourrions-nous continuer à jouer un rôle significatif sans elle ? Comment pourrions-nous atteindre 2050 sans voler en éclats ?

Le monde a besoin de l'Europe et l'Europe a besoin du monde.

Et à ce niveau nous franchirons les premières étapes en 2020, du moins dans les slogans politiques de la nouvelle Commission européenne. C'est à saluer.

Nous pouvons reconfirmer l'Union et en faire un phare dans la tempête du XXI^e siècle.

Mais... il y a un mais, un danger : **comment concilier la nouvelle mission européenne avec l'identité de l'Union ?**

L'Union n'avait pas pour but de remplacer l'État-nation, mais d'évincer l'État-nation d'un terrain de jeu commun ouvert. *La nouvelle mission relève davantage du remplacement de l'État-nation par l'État européen.*

- Le climat impose une action publique. Une gouvernance beaucoup plus active. L'Union du Green Deal peut-elle être plus qu'un fourre-tout d'intérêts industriels nationaux, essentiellement français et allemands ?

- Le complexe numérique place l'État au cœur de l'économie. Il mixe politique, géopolitique et économie. L'Union du complexe numérique est-elle capable d'aller au-delà d'une stratégie pour des champions européens « à la chinoise », avec l'Allemagne et la France en principaux bénéficiaires ?

- Le monde veut un seul numéro de téléphone pour Bruxelles. L'Union de la géopolitique peut-elle réellement unifier la diversité européenne vis-à-vis de l'étranger ?

Ce sont des questions importantes, mais surtout des questions opérationnelles.

L'essentiel : il y a une nouvelle destination. Nous pouvons l'atteindre ensemble.

4. Quid de la Belgique ?

Quel sera notre parcours d'ici à 2050 ?

Pour la Belgique comme pour d'autres pays, la question centrale est la suivante : pouvons-nous associer prospérité, protection et écologie ?

Ou cela s'assimile-t-il à un trilemme, une combinaison impossible ? Devons-nous choisir et renoncer ?

L'ouvrage livre d'innombrables exemples qui doivent permettre de mieux choisir. Il est possible de mieux choisir.

Mais mon message fondamental est le suivant. Mieux choisir ne suffit pas. Nous sous-estimons la sous-performance de notre pays en matière de politiques. Nous sous-estimons le retard accumulé.

Nous devons oser nous regarder dans le miroir. Nous remettre en question.

La mal-gouvernance belge, la non-gouvernance belge est un problème culturel

Notre incapacité à être efficace est un échec culturel collectif.

- Première couche : culture démocratique

Notre capacité à tolérer, à se montrer résigné, indifférent face à un statu quo permanent relève presque de la complicité.

Nous le voyons pour la énième fois dans l'impasse actuelle, qui est insupportable, mais n'est pas ressentie comme telle.

Politique et gouvernance sont à la base de la démocratie. Et c'est à la base que le bas blesse.

Nos dirigeants politiques nous abandonnent, ils n'assument pas leurs responsabilités, et sont réélus malgré tout.

Ceci est totalement impensable dans les pays avec lesquels nous voulons et nous devons nous comparer.

Nous sommes tous, à notre manière, dans notre rôle, dans notre fonction, plus ou moins tacitement coupables. Nous pouvons faire beaucoup mieux. Cela exige de l'implication et de l'engagement. Nous vivons une époque de décadence démocratique. Nous nous sommes habitués à la paix et à la démocratie, et nous les traitons avec légèreté. Mais elles doivent se mériter sans cesse, par chaque génération.

- **Deuxième couche : culture médiatique**

Les médias jouent un rôle crucial dans la transmission des connaissances. Ils constituent une formation permanente pour les électeurs. Ils sont les chiens de garde de la démocratie.

En Belgique, lorsqu'on remonte dix ans en arrière, on constate qu'aujourd'hui, comme à l'époque, les médias mènent toujours à peu près les mêmes débats, professent toujours à peu près les mêmes dogmes et entretiennent globalement les mêmes illusions. À croire que nous ne tirons jamais les enseignements de nos erreurs.

Où sont les médias dans la formation des citoyens, dans la dénonciation du statu quo, dans la confrontation des dogmes, dans la présentation d'une expertise incontestable, laquelle existe ? Illusions et folies continuent à faire la Une, sont recyclées sans raison, souvent par des journalistes différents et jeunes, peu expérimentés et peu au fait des dossiers.

Je le dis avec un grand respect pour le métier de journaliste, parfaitement conscient de la complexité de leur tâche et de la pression quotidienne à laquelle ils sont soumis. Mais j'observe.

Durant la dernière semaine qui a précédé mon retour en Belgique, le cirque médiatique s'est emballé pour une énième fois dans une dénégation dogmatique du thème du vieillissement de la population. « Travailler plus longtemps, c'est un mythe ». Sérieusement ? Pensez à toute la controverse autour de l'affaire du bébé Pia : émotions, reproches politiques, diabolisation de l'industrie pharmaceutique, et les donations ne sont-elles pas élitistes ? Mais où a-t-on évoqué le problème structurel : le modèle de financement des soins de santé dans un contexte de progrès de plus en plus rapides et de plus en plus coûteux ? Ou la saga des manifestations en faveur du climat : quelle attention a été portée aux lamentations des élèves et de leurs amis activistes, quelle attention pour les grandes questions politiques, pour les options en matière de transition énergétique et leurs conséquences économiques ?

En cette époque de fake news et de médias sociaux, les médias traditionnels jouent un rôle particulièrement crucial. Je croise les doigts.

- **Troisième couche : culture de l'expertise**

Nous comptons de nombreux experts de grande qualité et une expertise étendue. C'est un bien public.

Mais nous avons une culture publique de mépris implicite pour l'expertise.

Les experts sont trop souvent récupérés, « étiquetés » politiquement ou utilisés dans une opposition idéologique artificielle, mais rarement cités de manière nuancée, etc. De nombreux experts sont également complices.

Il n'y a d'ailleurs pas d'alternative : nous ne disposons d'aucune structure pour capter l'expertise et l'intégrer dans la préparation politique.

Pourtant, il ne manque pas d'organes – BNB, Bureau du Plan, SERV, Conseils supérieurs, etc., – les instances ne manquent pas.

Mais ce ne sont que des organes de consultation : ils n'ont aucun véritable rôle institutionnel. Ils ne gouvernent pas, ils n'encadrent pas, ils ne peuvent pas le faire par manque de moyens, par manque de soutien politique ou par manque de processus politique.

Tant de savoir et de savoir-faire gaspillés. Ne pourrions-nous pas mieux les exploiter ? C'est le cas dans de nombreux pays, y compris chez nos voisins.

- **Quatrième couche : culture de gouvernance**

En Belgique, la bonne gouvernance est surtout une mauvaise blague.

Il y a soit un déficit d'ambition, soit un excédent d'ambition et un déficit d'exécution. La Belgique souffre du premier mal, la Flandre du deuxième.

Cette année est celle de Vlaanderen 2020. Relisez un peu les objectifs qui avaient été fixés au début millénaire et revus à l'unisson il y a dix ans. On en compte 90 au total.

Il y a trop peu de sérieux dans la gouvernance, trop peu de persévérance, trop peu de responsabilité : entre-temps, nous avons déjà eu droit à une « Vision 2030 » avec 48 nouveaux objectifs. La surenchère, le sur-engagement conduit à la sous-performance.

Comment professionnaliser notre fonction publique ? De quand date le plan Copernic ? Le soleil tourne toujours autour de la Terre. De nombreuses bonnes intentions, quelques cas exemplaires, de la bonne volonté en suffisance, mais pas d'amélioration notable.

- Cinquième couche : la culture de concertation

Je suis un grand fan, mais mon cœur saigne.

Nous étouffons sous les couches de la concertation. Nous en avons fait un modèle de consensus, avec tous ces cloisonnements, comités, conseils et structures.

Mais toutes souffrent d'une culture du conflit. Sont occupées par des zombies et leur dogme. Nous institutionnalisons le conflit. Nous organisons le statu quo. Nous fêtons chaque mini-compromis comme s'il s'agissait d'une méga-percée. On s'habitue au statu quo. Les frais généraux.

Les partenaires sociaux ne sont pas exempts de tout reproche. Ils vivent du système. Leurs lignes de rupture ancrées dans le XXe siècle ont été rattrapées par le XXIe siècle, qui a apporté son lot de nouvelles lignes de rupture. Ils participent à la gestion du marché du travail et de la sécurité sociale. Cependant, ils s'égarer sur le court terme, dans d'éternelles circonvolutions concernant le partage d'un gâteau de plus en plus petit.

La fameuse « société civile » reste avant tout une litanie de revendications. Elle tire volontiers sur le primat de la politique quand les choix politiques s'en écartent. Mais sans la politique, elle n'apporte presque rien. Qu'est-ce qui les retient de négocier ensemble des réformes ambitieuses ?

Les acteurs de la concertation sont surtout des conservateurs alors qu'ils devraient être le moteur du changement. Ce ne sont pas de véritables « partenaires ». Ils se perdent dans un discours d'indignation et d'accusations réciproques. Ils manquent de leadership. Ce qui m'amène au sommet.

- Sixième couche : la culture politique

Inutile d'enfoncer une porte ouverte. La démocratie est en piteux état. Bismarck le disait déjà : « il y a deux choses dont il ne vaut mieux pas savoir comment elles sont faites : les saucisses et les lois. »

Mais notre pratique politique dépasse l'imagination. Avons-nous encore un Martens ou un Dehaene – et je ne vise pas ici leurs convictions politiques, mais leur sens des responsabilités et leur leadership ?

Quels sont les partis politiques qui dépassent l'éternel Stratego de la Rue de la Loi ? Quelle est la véritable valeur ajoutée de notre Parlement ?

J'ai une grande foi dans la politique partisane, dans l'engagement politique, dans les dirigeants politiques. Je vois beaucoup de rajeunissement, dans et en dehors du parlement, beaucoup de conscience sociale. Cela ravive l'espoir. Mais la route est longue et semée d'embûches.

J'ai une grande empathie pour nos politiques qui luttent dans une Belgique complexe et divisée, secoués en permanence par les anciens et nouveaux médias.

Mais c'est une responsabilité partagée. Une culture politique avec un plus grand respect pour l'expertise politique et la bonne gouvernance, avec plus d'indépendance pour l'administration, avec du professionnalisme, mais moins de surenchère, avec une meilleure politique du personnel dans les partis politiques, avec plus d'ambition, avec moins d'hommes et de femmes politiques professionnels et plus de serviteurs de l'intérêt général : c'est possible !

Nous nous perdons aisément dans la symbolique. Nous ignorons l'essence de notre démocratie et nous bricolons à ses marges. Nous jouons avec des fantasmes de participation citoyenne, de mouvements citoyens, d'interdictions de cumuls, de droit de vote à 16 ans, de gouvernement miroir.

Nous n'avons guère besoin d'expérience visant à remplacer les partis politiques et les principes élémentaires. Les partis apportent stabilité, continuité, objectivité – du moins ils pourraient. Les alternatives s'assimilent surtout à des aventures.

L'amélioration de notre démocratie exige un approfondissement : culture démocratique, patriotisme démocratique, culture de gouvernance.

5. Un appel en faveur du patriotisme démocratique et des vertus démocratiques

Mesdames et Messieurs, je lance un appel.

D'une manière ou d'une autre, nous avons tout dans ce pays – même si nous n'en sommes pas toujours conscients, et s'il faut parfois le quitter pour s'en rendre compte.

D'une manière ou d'une autre, nous nous sommes tous vu offrir ici de nombreuses opportunités. Notre pays est toujours l'un des meilleurs au monde.

Mais c'est malgré et non grâce à.

Et la situation n'est vraiment plus tenable. Il faut faire les choses autrement et beaucoup, beaucoup mieux, si nous voulons laisser un héritage dont nous n'aurons pas à rougir. Il est réellement possible de faire autrement.

Nous manquons de patriotisme.

Pas, ou pas seulement, de patriotisme « identitaire », nationaliste, mais de patriotisme démocratique et constitutionnel.

- Un patriotisme qui assimile notre intérêt personnel à notre intérêt national, et qui nous en tient coresponsable.
- Un patriotisme qui voit un intérêt supérieur dans la nation – quels qu'en soient notre conception et le niveau auquel nous la plaçons –, dont nous profitons tous et que nous servons tous.
- Un patriotisme de fierté pour le progrès national partagé, d'intolérance au statu quo, de résistance à l'irresponsabilité.

Avec un patriotisme démocratique, les dernières élections fédérales n'auraient pas tourné en surenchère surréaliste de promesses vides, surtout en Wallonie.

Avec un patriotisme démocratique, les négociations gouvernementales n'auraient pas été dominées par les élections à la présidence des principaux partis.

Avec un patriotisme démocratique, le ralenti sans fin de la formation du gouvernement se serait heurté à une vive protestation, dans les médias, dans les rues, parmi toutes les forces dirigeantes du pays.

Avec un patriotisme démocratique, cette longue crise aurait déjà été depuis longtemps compensée par un budget raisonnable.

Avec un patriotisme démocratique, cette impasse politique aurait déjà été depuis longtemps contournée par l'apport d'une expertise politique indépendante.

La principale étape vers 2050 est donc culturelle.

Nous devons réapprendre à cultiver la citoyenneté démocratique.

Ce qui suppose une implication et une responsabilité dans toutes les branches et dans chaque fonction : comme électeur, comme dirigeant, comme fonctionnaire, comme juge, comme journaliste, comme contribuable, comme chef d'entreprise, etc.

Devoir civique, valeurs, confiance, respect, pouvoir, coopération – la démocratie dépend de vertus démocratiques que nous négligeons depuis trop longtemps.

Mon livre plaide en faveur d'une redécouverte de ces valeurs patriotiques.

Vous ne devez pas le lire.

Mais j'espère vraiment – et cet espoir est profond et très personnel, et il vaut pour tout le monde, y compris moi – que ce livre pourra vous inspirer.

À nous de jouer !

Je vous remercie.

Marc De Vos

19 février 2020

